

Non-généralisation du Service national universel (SNU)

Encore un effort Monsieur le ministre : abrogez-le !

Gil Averous, ministre de la Jeunesse et des Sports, vient de déclarer à propos de la généralisation du SNU, annoncée par le précédent gouvernement pour 2025 ou 2026 : « **Très clairement aujourd'hui on n'a pas les moyens de le faire, financièrement** ».

Les motivations de l'actuel gouvernement n'ont rien à voir avec les nôtres ; le ministre parle d'un modèle « *en panne* », « *qui doit être réinterrogé* ». A n'en pas douter, la mise au pas de la jeunesse est toujours au centre de leurs préoccupations. Nous refusons l'embrigadement de la jeunesse, et la militarisation de la société.

La non-généralisation est une revendication portée par notre collectif national *Non au SNU* et les organisations qui en sont membres, par les comités locaux, par les manifestantes et manifestants qui se sont opposé-es aux campagnes publicitaires gouvernementales de ces dernières années, par les syndicalistes qui ont dénoncé sa mise en œuvre. Le travail d'explication sur ce qu'est vraiment le SNU n'est pas vain.

Il faut maintenir la pression, relancer la mobilisation contre le Service national universel et son monde.

Pas de généralisation à court terme : d'accord ! Mais il faut imposer sa suppression, combattre tout projet qui irait dans le même sens, notamment via l'intrusion de l'armée en milieu scolaire.

Plus que jamais ce que nous affirmons depuis la création de notre collectif national en 2019 est d'actualité :

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisé/es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé/es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité/es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé.es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : plusieurs milliards d'euros par an, selon les derniers rapports du Sénat. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.

Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, SUD Luites De Classes – éducation, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, La Voix lycéenne, Union Etudiante, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Etude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Association Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA), Mouvement International de la Réconciliation, Mouvement National de Lutte pour l'Environnement 59/62, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Editions du Chemin Creux, Arc en ciel théâtre réseau coopératif, Toustes en Colo *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Nantes, Saint-Nazaire, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Marseille, Var, Vosges, Corrèze, Ile-de-France, Haute-Savoie, Haute-Vienne...*

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net